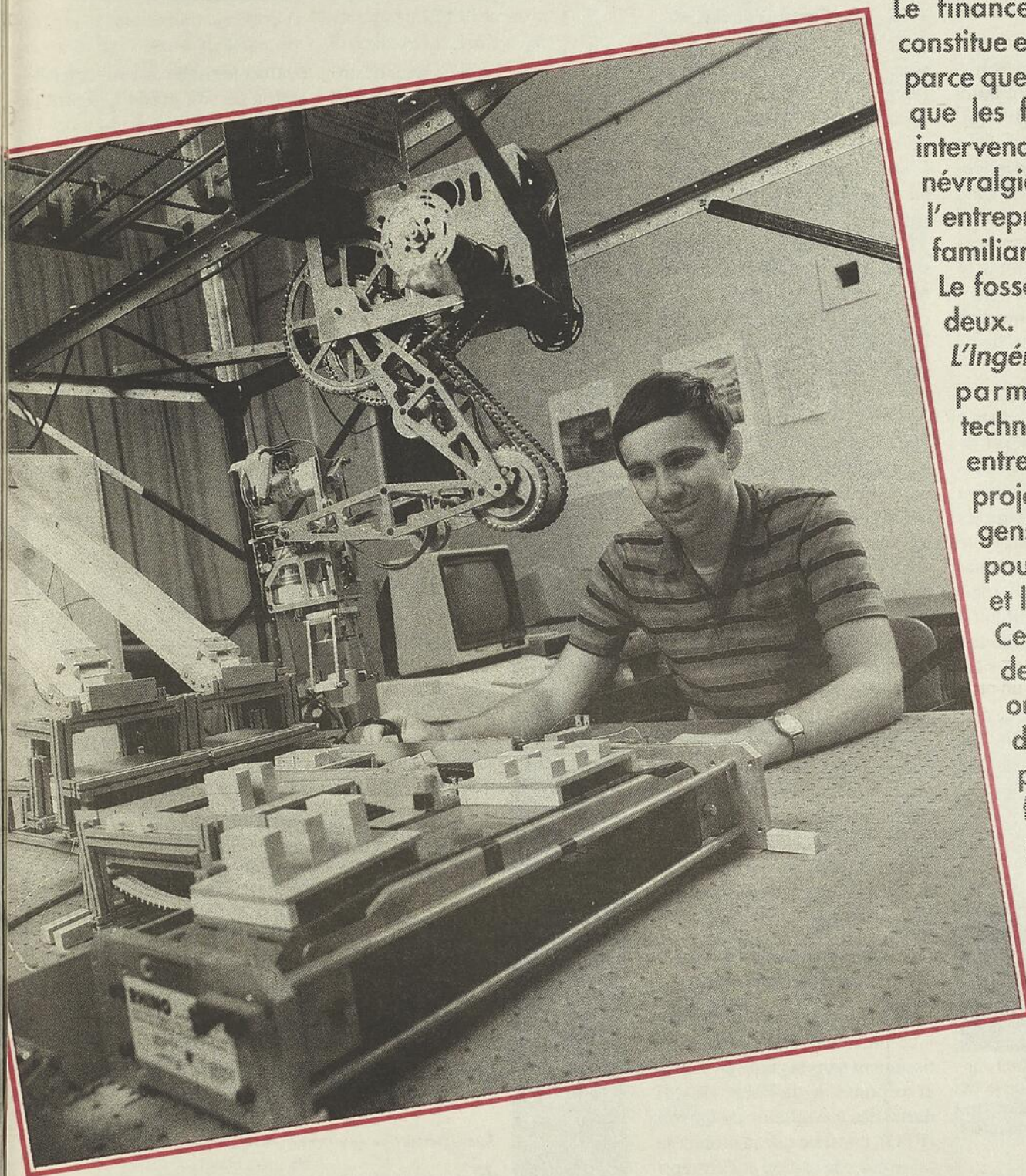


# Financement des nouvelles entreprises technologiques LE CAPITAL EST-IL DISPONIBLE?



Le financement des entreprises technologiques constitue en soi toute une... entreprise! Ce n'est pas parce que l'entrepreneur détient «LA» technologie, que les financiers se rueront à sa porte. Ces intervenants apprivoisent tranquillement ce secteur névralgique du futur économique, tandis que l'entrepreneur technologique doit pour sa part se familiariser avec la réalité du monde des affaires. Le fossé tend cependant à se combler entre les deux.

*L'Ingénieur* a recueilli les commentaires de gens parmi les plus concernés par le défi technologique. Plusieurs notent cette difficulté entre ces deux intervenants. Leurs discours projettent toutefois un message positif. Ces gens remarquent l'émergence de ressources pour faire le pont, l'interface entre le financier et l'entrepreneur.

Ce dossier s'intéresse à ce volet particulier de «l'interface» entre les tenants de l'idée ou de la réalisation technologique et ceux de la sphère du financement. Des professionnels discutent des moyens pour favoriser un échange productif entre ces parties intéressées.

D'autre part, *L'Ingénieur* brosse un tableau des principaux programmes d'aide aux entrepreneurs technologiques ainsi qu'une liste de sociétés actives dans le financement des secteurs de pointe.

par Claude Paquin

cahier FINANCE

B 1

L'ingénieur ■ Février 1993 ■ vol. 6, no 1



Permettez-nous de contribuer à votre réussite.

## Avez-vous tout prévu?

**Un comptable agréé saurait en juger.  
Notre formation et nos compétences multiples font de nous des partenaires idéals en affaires**

Dans les cabinets d'experts-comptables, nous sommes reconnus pour nos services de comptabilité, de vérification et de planification fiscale, mais nous agissons également à titre de conseillers en administration et en finance. Dans l'entreprise, nous sommes aussi des décideurs, des chefs de file et des membres importants de l'équipe de gestion.

Recruter un comptable agréé, c'est profiter des compétences les plus solides et les plus diversifiées qui soient. En étroite collaboration avec vous, nous vous aiderons à gérer avec succès les aspects critiques de votre entreprise. Permettez-nous de contribuer à votre réussite.

CA

Comptables  
agréés  
du Québec

Vos partenaires en affaires

Les sociétés de capital de développement, que plusieurs nomment aussi le capital de risque, demeurent prudentes quant aux participations financières sur le créneau technologique. Dans le cas des jeunes entreprises, on soulève que les ressources sont limitées, voire inexistantes. Consciente de la problématique et des potentiels, l'industrie du capital de risque ne demande pas mieux d'établir des liens plus étroits avec les secteurs technologiques.

## Le capital de développement s'éveille aux entreprises technologiques

par Claude Paquin

Bernard Paradis, président de Réseau Capital — une association d'intervenants de l'industrie de l'investissement et du capital de risque au Québec — et premier vice-président d'Investissement Desjardins explique cette méconnaissance du secteur technologique par le manque de ressources chez les membres pour évaluer rapidement et à coût raisonnable le risque technologique. Selon notre interlocuteur, des en-



Bernard Paradis, président de Réseau Capital et premier vice-président d'Investissement Desjardins pose le problème de l'évaluation du risque technologique.

treprises de services spécialisées dans l'encadrement des entrepreneurs technologiques (Inno-Centre, Innovitech, CRÉDEQ dans la région de Québec, par exemple) peuvent apporter une aide précieuse.

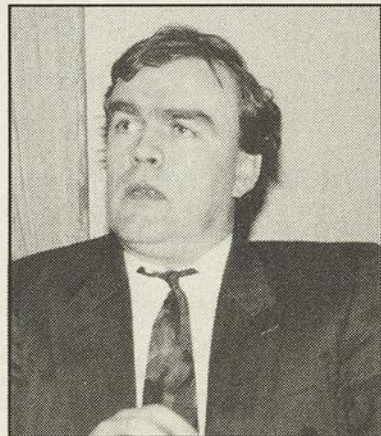
### Le risque technologique

«Les sociétés de capital de développement ne créent pas les projets, souligne M. Paradis. Elles les accompagnent dans une démarche financière. Il ne fait aucun doute que ces sociétés puissent accroître leur soutien dans les secteurs technologiques. Mais pour ce faire, elles doivent accéder à des ressources pour évaluer le risque technologique et identifier les réalisations les plus prometteuses. Plus ce bassin de ressources sera élargi, plus il sera facile pour les sociétés de capital d'intervenir sur ce segment névralgique du développement économique.»

D'une part, le risque technologique représente un aspect de la problématique que le financier ne peut habituellement évaluer de

façon optimale sans l'aide de ressources. D'autre part, un autre aspect de la problématique, celui-ci plutôt associé à l'entrepreneur, relève de la qualité du management, note M. Paradis et plusieurs autres. Comme dans le cas du risque technologique, les ressources spécialisées ou un partenaire d'affaires représentent des avenues pertinentes pour doter les jeunes entrepreneurs d'outils de gestion.

Jean Wilhelmy, vice-président, division du capital de risque à la Banque fédérale de développement (BFD), observe depuis quelques années un intérêt accru de la part des investisseurs pour les secteurs technologiques. Il ajoute cependant que «l'équation management + entreprises technologiques n'est pas résolue. Pourtant il s'agit d'un facteur clé absolument déterminant pour rassurer les investisseurs».



Normand Provost, vice-président Participations nationales à la Caisse de dépôt et placement du Québec, reconnaît que les investisseurs calculent un risque additionnel.

Les dossiers qui cheminent à la BFD doivent respecter des paramètres, dont les trois principaux sont la qualité du management et du produit ainsi que le potentiel de marché. Deux autres

sont énumérés, soit le rendement (entre 25 % et 40 % dans le cas du capital de risque) et les scénarios de retrait de l'investissement. L'ensemble des sociétés de capital procèdent sensiblement de la sorte.

Le risque technologique suscite une certaine inquiétude remarque aussi Bernard Coupal, président-directeur général de la Société INNOVATECH Grand Montréal — un organisme paragonement chargé de promouvoir l'innovation technologique. «Les investisseurs ne sont pas nécessairement à l'aise avec cette nouvelle donnée (le risque technologique). Ils ne possèdent pas toujours les ressources pour une analyse adéquate des dossiers. Cet inconnu les inquiète».

En ce qui a trait à l'entrepreneur, M. Coupal constate une certaine impatience, de même qu'une mauvaise connaissance des outils disponibles, par exemple les mécanismes fiscaux reconnus parmi les plus avantageux pour la recherche et développement. À son avis, le défi consiste à concerter tous les intervenants privés et publics concernés ainsi qu'à identifier des moyens pour diluer le risque.

### Le risque de la commercialisation

Maurice Prud'homme, vice-président, Placement investissement dans la petite entreprise et responsable du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), constate que la problématique entre le capital et l'entreprise ne concerne pas nécessairement l'évaluation de la technologie et des capacités managériales. «Fréquemment, le lien entre les deux parties ne se réalise pas parce que la discussion achoppe sur le

prix à payer. Le chercheur désire évaluer le risque de commercialisation de son produit. Entre la

Suite en page 11

Service de  
l'éducation permanente



ÉCOLE  
POLYTECHNIQUE

COURS INTENSIFS

Programme printemps

1 9 9 3

#### GESTION ET TECHNOLOGIES

- 9, 10 et 11 mars Réussir la relation conseil  
1<sup>re</sup> partie: La négociation du contrat
- 17 et 18 mars Le contrôle des projets: Qualité et ressources
- 31 mars et 1<sup>er</sup> avril Planification stratégique pour les ingénieurs-gestionnaires
- 14 et 15 avril La gestion de la performance dans les organisations
- 4, 5 et 6 mai Réussir la relation conseil  
2<sup>e</sup> partie: La diagnostic et le feedback
- 13 mai Le coût global sur le cycle de vie des bâtiments et des équipements
- 19 et 20 mai Juste-à-temps et qualité totale
- 26 et 27 mai Les composites: Design et fabrication
- 1<sup>er</sup> et 2 juin Prix de revient et prise de décision

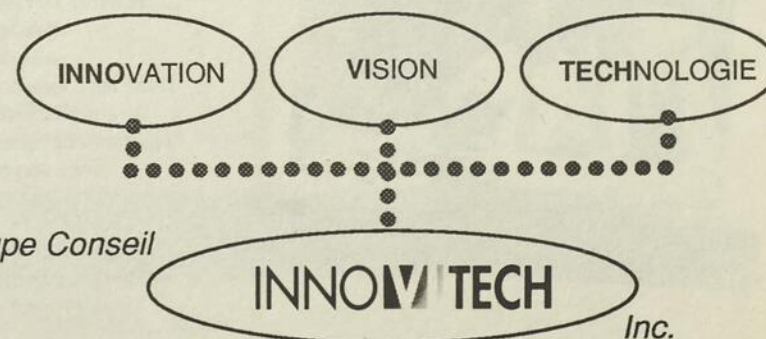
#### GESTION ET ENVIRONNEMENT

- 19, 20, 21 et 22 avril Le traitement des eaux de piscine et spas
- 20, 21 et 22 avril Les géosynthétiques
- 17 et 18 mai Caractérisation environnementale des sites contaminés
- 19, 20 et 21 mai Restauration des sites contaminés
- 8 et 9 juin Recyclage des déchets
- 15 et 16 juin Le compostage des déchets et des résidus organiques

Pour obtenir nos dépliants décrivant le contenu des cours intensifs offerts au printemps 93

Téléphone: 340-4702  
Télex: 340-4169

Un catalyseur dynamique entre  
les opportunités d'aujourd'hui et  
une vision éclairée du futur



800, boul. René Lévesque Ouest, Bureau 268  
Montréal (Québec) H3B1Y2 (514) 398-9772

## Des outils pour le capital de risque

# Des fonds régionaux et spécialisés

par Claude Paquin

L'évolution des marchés locaux et internationaux, le phénomène de la mondialisation des marchés révolutionnent les méthodes de production traditionnelles. Les sociétés n'ont pas d'autres choix d'affronter le défi de l'innovation technologique afin de structurer des économies performantes.

Évidemment, ce défi ne peut se réaliser sans bâtir de solides fondations. L'effort consenti à la recherche et développement tout comme l'importante question de la formation ne peuvent se dissocier de cet ambitieux projet économique. Et le financement des réalisations demeurent aussi un élément déterminant.

En ce qui a trait particulièrement au capital de risque, ce milieu réagit prudemment, s'éveille au potentiel technologique. Certains outils sont créés afin de stimuler les interventions, nous entretient Bernard Paradis de Réseau Capital. «L'industrie du capital de risque chemine dans deux directions. D'une part, les fonds régionaux permettent des contacts étroits avec des entreprises de tout le territoire du Québec. D'autre part, les investisseurs désirent un focus sur des créneaux précis, d'où l'émergence de fonds spécialisés.»

### Les Fonds spécialisés

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), joue un rôle déterminant dans la capitalisation d'entreprises technologiques en démarrage ou existantes. Cet organisme a lancé trois sociétés spécialisées: Biocapital, Envirocapital et Aérocapital. Les participations sont de l'ordre de 50 000 \$ à 500 000 \$.

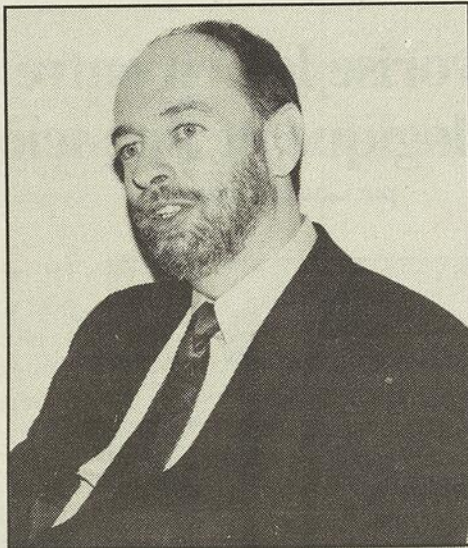
Maurice Prud'homme, vice-président Placement investissement précise que les sommes peuvent être plus importantes et que le Fonds de la FTQ peut participer au financement.

Chacune de ces sociétés est dotée d'un comité de scientifiques canadiens et européens dont le mandat consiste à évaluer les technologies. Ces comités permettent également de tisser des liens avec l'étranger.

Par ailleurs, la Banque Nationale, la Caisse de dépôt et placement du Québec, le Fonds de solidarité de la FTQ et Investissement Desjardins discutent de la création d'un nouveau fonds technologique. Des intérêts régionaux participeront également à ce fonds dont l'annonce officielle est prévue bientôt.

### Fonds régionaux

Avec des partenaires, la Caisse de dépôt et placement du Québec a mis sur pied des sociétés régionales afin de contribuer à l'essor économique des régions du Québec. «La Caisse ne comble pas seul tous les créneaux, explique



Louis Lacasse, gestionnaire à la Caisse de dépôt et placement du Québec, explique que les sociétés régionales sont des outils intéressants pour contribuer à l'essor économique des régions du Québec.

Louis Lacasse, gestionnaire, Participations nationales. Nous concentrons nos activités en investissements directs de 500 000 \$ et plus dans la moyenne entreprise. Cependant, la Caisse participe avec des partenaires à la création de sociétés régionales. La taille des placements de ces sociétés s'établit habituellement entre 50 000 \$ et 500 000 \$ dans des entreprises en démarrage ou existantes.

Actuellement, on dénombre cinq sociétés régionales qui couvrent une vaste partie du territoire québécois: Capidem (région de Québec); Capital de l'Estrie; Investissements Mauricie/Bois-Francis/Drummond; Gestion capital 07 (région de l'Outaouais); Investissements Gaspésie/Les Îles-de-la-Madeleine.

Au cours de l'année, cinq autres sociétés seront mises sur pied dans les territoires de Montréal (Capimont), de Laval/


Laurentides/Lanaudière, de la Montérégie, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Bas Saint-Laurent. Par ailleurs, mentionnons aussi Soccrent, société en commandite de créations d'entreprises (région du Saguenay/Lac-Saint-Jean) et d'autres fonds régionaux, tels que les Fonds économiques Laprade, dans lesquels cependant la Caisse de dépôt ne participe pas actuellement. ■

## HUDON, GENDRON, HARRIS, THOMAS

Avocats

- Immobilier
- Opérations financières et bancaires
- Environnement
- Propriété intellectuelle et transfert de technologie
- Litige
- Affaires corporatives et commerciales
- Assurance
- Faillite et insolvabilité

630, boulevard René-Lévesque Ouest • 27<sup>e</sup> étage • Montréal • Québec • Canada • H3B 1S6  
Téléphone: (514) 871-1398 • Télécopie: (514) 871-9987 • Télex: 055-61368 GDT MTL



LA CORPORATION  
PLACEMENTS BANQUE ROYALE

FINANCEMENT POUR EXPANSION ET POUR ACQUISITION  
ACTIONS ET PRÊTS SUBORDONNÉS  
1 À 10 MILLIONS

Daniel Laporte, ing., vice-président  
1 Place Ville Marie, 9<sup>e</sup> étage, Aile Est  
Montréal (Québec)

Téléphone: (514) 874-5081  
Télécopieur: (514) 874-2294



# Groupe La Mutuelle

Le profil de l'avenir

La croissance des entreprises technologiques repose sur les ressources humaines — la matière grise — et les ressources financières. Entre ces deux acteurs, la communication n'est pas toujours limpide. Des entreprises de services tentent de jeter des ponts entre ces deux intervenants. L'ingénieur a discuté avec des gestionnaires de deux firmes spécialisées dans l'encadrement de jeunes entreprises technologiques: Inno-Centre Québec et le Groupe Conseil Innovitech inc. Dans la région de Québec, le CREDEQ offre des services similaires.

## Inno-Centre favorise le lien entre les sphères technologique et financière

par Claude Paquin

Inno-Centre Québec se définit comme un centre d'expertise en affaires spécialisé dans l'encadrement de nouveaux entrepreneurs oeuvrant en innovation technologique. Le programme d'encadrement comprend:

- un comité consultatif formé de gens d'affaires pour chacune des entreprises;
- des ressources professionnelles et techniques externes (grandes corporations, institutions d'enseignement supérieur, centres de recherche et firmes professionnelles);
- un suivi régulier assuré par une équipe de conseillers permanents;
- un programme de formation axé sur la pratique de la gestion.

### Le réseau

L'accès privilégié à ce réseau d'affaires mis en place par l'organisme favorise l'échange entre les partenaires, explique M. Claude Martel, président-directeur général. «Notre rôle est déterminant dans la rencontre entre

*Les acteurs financiers sont aux prises avec des problèmes de stratégies d'investissement qui les incitent à étudier des projets de démarrage dans les domaines technologiques.*

entrepreneurs et financiers. Nous sommes un lien. D'une part, nous cautionnons une technologie, ce qui rassure le financier habituellement peu familier avec les domaines technologiques. D'autre part, nous formons l'entrepreneur au langage et à la réalité des affaires. De plus, la structure permet de réagir rapidement. En technologie, il faut aller vite et comprendre vite pour ne pas perdre l'avantage concurrentiel.»

Son collègue, Gaétan Hogue, conseiller en financement d'entreprises, dit que «les acteurs financiers sont aux prises avec des



Gaétan Hogue et Claude Martel respectivement conseiller en financement d'entreprises et président-directeur général d'Inno-Centre Québec proposent un programme d'encadrement pour les nouveaux entrepreneurs.

problèmes de stratégies d'investissement qui les incitent à étudier des projets de démarrage dans les domaines technologiques. Un organisme comme Inno-Centre

Québec possède les ressources pour identifier les potentiels».

Entre 12 et 15 entreprises par année sélectionnées selon des critères sévères peuvent se préva-

loir des services d'Inno-Centre pour une période de deux ans. À ce jour, cet organisme a collaboré au démarrage de 25 nouvelles entreprises dont plusieurs dépas-

sent le million de chiffres d'affaires. La plupart de ces entreprises exportent aux États-Unis ou en Europe. ■

# Pour faire un choix éclairé, il vous faut les lumières d'un expert.



**En** tant que chef d'entreprise, vous devez prendre régulièrement des décisions qui déterminent le fonctionnement futur de votre entreprise.

C'est pourquoi McCarthy Tétraut, le cabinet d'avocats au service de la communauté d'affaires du Québec et du Canada, vous offre tout le soutien juridique dont vous avez besoin pour réaliser vos projets

McCarthy Tétraut... lorsque vous avez besoin des conseils d'un expert.

## McCarthy Tétraut

**Montréal**  
 «Le Windsor», 1170, rue Peel  
 Montréal (Québec) H3B 4S8  
 Tél.: (514) 397-4100  
 Fax: (514) 875-6246

**Québec**  
 112, rue Dalhousie, bureau 201  
 Québec (Québec) G1K 4C1  
 Tél.: (418) 692-1532  
 Fax: (418) 692-4354

Ottawa • Toronto • London • Calgary • Vancouver • Londres • Hong Kong

## OBJECTIF: RENDEMENT

Raymond, Chabot, Martin, Paré, une équipe d'experts prête à vous assister dans la planification et dans la gestion des changements nécessaires à l'atteinte de votre objectif.

Nos forces en consultation financière :

- La faisabilité économique et financière
- L'ingénierie financière
- L'assistance administrative
- Le litige et la tarification
- L'évaluation d'entreprises
- Le financement d'entreprises
- L'achat et la vente d'entreprises (Mergerac Inc.)

### Montréal

Roger Longpré  
 Richard Lapointe  
 Tour de la Banque Nationale  
 600, rue de La Gauchetière Ouest  
 Bureau 1900, H3B 4L8  
 Tél.: (514) 878-2691  
 Télécopieur: (514) 878-2127

### Québec

R. Laurent Després  
 888, rue Saint-Jean  
 Bureau 200, G1R 5H6  
 Tél.: (418) 647-3151  
 Télécopieur: (418) 647-5939

**RAYMOND, CHABOT,  
 MARTIN, PARÉ**  
**LA FORCE DU CONSEIL**

## «Exploser la grande entreprise en petites entreprises»

Camille Gagnon, président d'Innovitech

La mission du Groupe Conseil Innovitech (à ne pas confondre avec la Société Innovatech Grand Montréal) consiste à appuyer les entreprises dans le but de leur permettre d'intégrer et d'exploiter les nouvelles technologies afin d'élargir leurs marchés et améliorer leur productivité. L'organisme s'affaire à deux créneaux: les stratégies de développement d'une entreprise ainsi que les stratégies des organismes à vocation technologique et des gouvernements.

«Un maillage dynamique apporterait une crédibilité vitale aux PME technologiques dans leur recherche de capitaux.»

Pour les entreprises, ce groupe offre divers services: diagnostic technologique, plan stratégique de développement, maillage entre universités/entreprises/centres de recherche, programme de recherche et développement, acquisition et vente de technologies, financement, gestion stratégique.

### Le maillage

Camille Gagnon, président d'Innovitech, se dit scandalisé que bon nombre de projets technologiques sont structurés, avec des priorités fiscales, par des avocats ou des comptables sans la participation active d'ingénieurs. Non pas qu'ils excluent ces ressources du processus — leur rôle est important —, mais il croit qu'un développement durable repose sur un maillage productif entre tous les divers intervenants: industries/universités/gouvernements/grandes et petites entreprises...finance/gestion et...ingénierie.

Par ailleurs, ajoute-t-il, «les ingénieurs ne sont pas en reste. Ils n'investissent pas assez dans la technologie. Le futur économique du Québec ne repose plus sur la croissance des grandes entreprises, mais entre autre sur la création de «100 000 emplois dans 1 000 entreprises». L'avenir est aux petites entités, par définition et par expérience plus performantes, et c'est là à la fois le défi et l'opportunité du génie québécois».

### La petite et la grande entreprise

M. Gagnon précise que ce point de vue ne veut pas dire que la grande entreprise constitue un modèle obsolète. Ces entreprises ont même un rôle structurant important, mais les mentalités doivent évoluer rapidement. «Il faut favoriser le maillage entre les grandes et petites unités. La jeune entreprise technologique possède des idées innovatrices, mais le problème se pose au niveau de la vitesse avec laquelle elle peut amener ses produits aux marchés. Pour leur part, la grande entreprise cherche des façons de mieux utiliser son capital et ses capacités de production souvent excédentaires. Elle devrait bénéficier de l'énergie créatrice de la jeune entreprise... Malheureusement, elles les connaissent peu ou pas et se méfient de leurs capacités financières de grandir.



Camille Gagnon, président du Groupe Conseil Innovitech, favorise le maillage entre les grandes et petites entreprises.

«Un maillage dynamique apporterait une crédibilité vitale aux PME technologiques dans leur recherche de capitaux. D'ailleurs, «exploser» la grande entreprise en de plus petites entreprises constitue une stratégie importante pour minimiser le risque. Le capital serait plus enclin d'investir dans la nouvelle entreprise si elle est créée dans le sillon de la grande.

### Les mentalités

«Pour ce faire, poursuit M. Gagnon, les mentalités doivent évoluer dans le secteur du génie. Plusieurs technologies meurent sur les tablettes des grandes entreprises et des centres de recherche. Les grandes entreprises doivent créer les conditions nécessaires à l'émergence de ces technologies en favorisant la création et la croissance de nouvelles entreprises. Il n'est pas dans les moeurs des entreprises d'inciter ses ressources internes à créer de nouvelles entreprises, mais l'idée fait tranquillement son chemin... C'est le début de la politique des «spin off»: des entités complètement autonomes de la grande entreprise.» ■

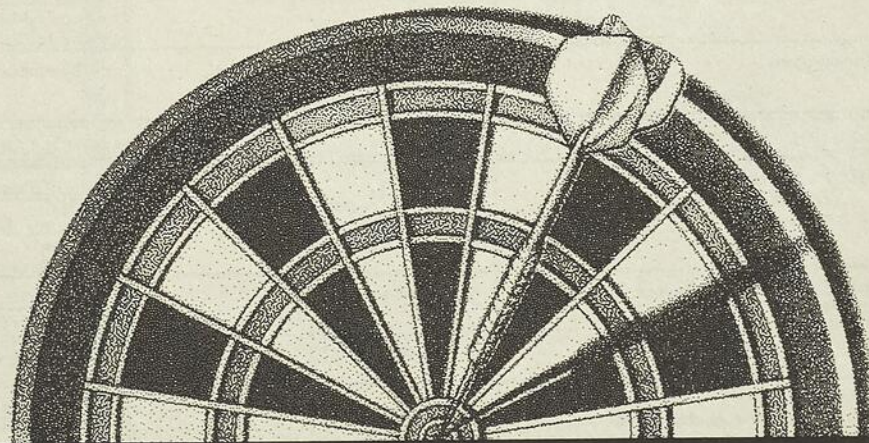
Pour votre REER,  
visez le maximum !

# Investissez à la bourse, tout en protégeant votre capital.

À la Fiducie Desjardins, nos conseillers sont en mesure de vous proposer une stratégie de répartition de placements qui vous donne accès aux marchés boursiers tout en garantissant que vous récupérerez, à échéance, un montant au moins égal à votre mise de fonds initiale.

## Informez-vous !

Anjou 355-2050 • Brossard 445-3224 • Chicoutimi 549-5746 • Hull 777-9119 • LaSalle 366-1175  
Laval : Complexe Daniel-Johnson 686-8840, Val des Arbres 668-5223 • Longueuil 679-2810 • Montréal : Complexe Desjardins 286-3225, Peel / Sainte-Catherine 499-8440 • Pointe-Claire 630-3717  
Québec : Charlesbourg 626-2340, Sainte-Foy 653-6811 • Sherbrooke 566-5667.



**Fiducie Desjardins**  
POUR GÉRER L'AVENIR

# Guide des programmes d'aide en R & D offerts aux entreprises technologiques <sup>(1)</sup>

PROGRAMME DE FINANCEMENT (Sous-objectifs)	AIDE FINANCIERE	DÉPENSES ADMISSIBLES	CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ	NOTES
<b>CNRC Volet 1</b> Projets d'amélioration technologique	Subvention : Max.: 65% dép.adm. Max.: 15 000\$/projet Max.: 25 000\$/année	• Salaires • Sous-traitants • Experts conseils	• Amélioration de la capacité technologique de l'entreprise	• Remplace les Pari H, Pari L, Pari M., et PAT
<b>CNRC Volet 2</b> Rech. & développement & adaptation	Subvention : Max.: 50% dép.adm. Max.: 350 000\$/projet	• Salaires • Sous-traitants • Experts conseils	• Alliance avec le milieu de la recherche pour subvention sup. à 100 000\$	• Remplace les Pari M, M+ et R.
<b>ISTC - Programme de la microélectronique &amp; développement des systèmes</b>	Contribution : Max.: 50% dép.adm. Max.: 5 M\$ (Voir colonne Notes)	• Main-d'oeuvre • Sous-traitance • Matériaux • Équipements, etc.	• Projet d'innovation technologique à risque élevé	• Une contribution supérieure à 500 000\$ est remboursable
<b>BFDR - PAI Volet 1</b> Etude du projet d'innovation	Contribution* : Max.: 50% dép.adm. Max.: 50 000\$	Spécialiste ext. pour : • Étude de faisabilité • Étude de marché • Étude de desing • Plan de commercialisation	• L'étude doit être en rapport avec le volet 2	
<b>BFDR - PAI Volet 2</b> Projet d'innovation	Contribution* : Max.: 40% dép.adm. Max.: 350 000\$ (Voir colonne Notes)	• Main-d'oeuvre • Sous-traitance • Matériaux • Équipements, etc.	• Dépenses min.: 50 000\$	• Une contribution supérieure à 100 000\$ est remboursable
<b>ISTC - R&amp;D pour : l'industrie forestière</b>	Contribution : Max.: 50% dép.adm. (Voir colonne Notes)	• Main-d'oeuvre • Sous-traitance • Matériaux • Équipements	• Alliance avec milieu de la recherche ou, Alliance avec d'autres entreprises	• Une contribution supérieure à 100 000\$ est remboursable
<b>ISTC - Technologie Stratégique</b> (Biotechnologie, matériaux industriels & technologie de l'informatique)	Contribution : 50% dépenses admissibles (Voir colonne Notes)	• Main-d'oeuvre • Sous-traitance • Matériaux • Équipements, etc.	• Alliance avec le milieu de la recherche ou, Alliance avec d'autres entreprises	• Une contribution supérieure à 100 000\$ est remboursable
<b>MC - Programme d'aide au développement des communications</b>	Subvention : Max.: 50% dép.adm.	• Main-d'oeuvre • Experts conseils • Équipements	• Alliance avec entreprises ou avec le milieu de la recherche	
<b>MEQ-Fonds de développement technologique</b> • Projets en environnement Volet 1 - PREE	Subvention : Min.: 50 000\$ Max.: 500 000\$	• Recherche fondamentale et exploratoire • Étude de faisabilité	• Protection de l'environnement	
<b>MEQ-Fonds de développement technologique</b> • Projets en environnement Volet 2 - PITE	Subvention : Max.: 40% dép.adm. Min.: 200 000\$ (Voir notes)	Dép. R & D non admissibles aux crédits d'impôt : • Frais de conception • Frais de mise en valeur • Étude de faisabilité	• Protection de l'environnement • Alliance avec entreprises et milieu de la recherche	• Crédit d'impôt du Québec majoré à 40% sur la totalité des dépenses de R&D
<b>MCE-Fonds de développement technologique</b> • Projets mobilisateurs	Subvention : Max.: 50% dép.adm. (Voir notes)	Dép. R & D non admissibles aux crédits d'impôt : • Frais de conception • Étude de faisabilité • Frais de mise en valeur • Frais de réalisation	• Projet d'innovation technologique d'envergure • Alliance avec entreprises ou milieu de la recherche	• Crédit d'impôt du Québec majoré à 40% sur la totalité des dépenses de R&D
<b>MICT-Fonds de développement technologique</b> • Projet R&D - PME	Subvention : Max.: 50% dép.adm. Max.: 2 M\$	Dép. R & D non admissibles aux crédits d'impôt : • Frais de conception • Étude de faisabilité • Frais de mise en valeur • Frais de réalisation	• Projet d'innovation technologique à risque élevé • Dépenses min. : 200 000\$	
<b>ME-Soutien à la production de logiciels éducatifs</b>	Subvention : Établie selon les projets	• Main-d'oeuvre • Experts conseils • Équipements		
<b>MEQ-Aide à la réduction des déchets solides</b>	Subvention : Max.: 50% dép.adm. Max.: 50 000\$	• Équipement • Étude de faisabilité • Budget de fonctionnement	Projet doit porter sur : • Réduction des déchets • Recyclage • Valorisation	
<b>MICT - Innovation PME</b>	Subvention : 30% à 70% dépenses admissibles Max.: 42 000\$ (selon les régions)	Service/conseil : • Établir un diagnostic de recherche et développement • Élaborer un projet de R&D • Évaluer/repérer une technologie	• Avoir de 5 à 500 employés	
<b>SDI - Financement des crédits d'impôt</b>	Garantie de prêt 90% Max.: 75% dép.adm.	• Crédits d'impôt déjà gagnés + ceux prévus • Période couverte : 3 ans	• Prêt minimum : = 20 000\$	
<b>SDI - Développement technologique</b>	Prêt participatif non garanti Max.: 75% dép.adm. Max.: 1.5 M\$	• Main-d'oeuvre • Sous-traitance • Matériaux • Équipements • Mise en marché	• Projet d'innovation technologique • Dépenses min. de 100 000\$	• Moratoire sur le capital & intérêts • Prime de risque
<b>Revenu Québec</b> Crédit d'impôt à la R&D	Crédit d'impôt 20% ou 40% dép.adm.	En général : • Salaires • Sous-traitance (Voir colonne Notes)	• Projet d'innovation technologique	Le 40% peut s'appliquer sur l'ensemble des dépenses selon certaines conditions
<b>Revenu Canada</b> Crédit d'impôt à la R&D	Crédit d'impôt 20% ou 35% dépenses adm.	En général : • Salaires • Immobilisations • Matériaux • Sous-traitance • Autres dépenses directement attribuables à la R&D	• Projet d'innovation technologique	• Séminaire gratuit offert par Revenu Canada • Le 35% peut s'appliquer sur d'autres dépenses si la Cie a un statut de Cie à but unique de R&D
<b>Innovatech</b>	L'aide financière peut prendre différentes formes Max.: ± 40% dépenses admissibles	• L'ensemble des dépenses de R & D	• Projet d'innovation technologique	
<b>MAIN - D'OEUVRE / RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT</b>				
<b>MICT - Soutien à l'emploi scientifique &amp; technologique</b>	Subvention : 20% à 40% dép.adm. pendant 3 ans Max. 55 000\$/employé (Selon les régions)	Salaires d'un employé : • R&D • Contrôle de la qualité • Design • Ingénierie de production	• Diplôme univ. en génie • DEC en physique ou informatique • Avoir 5 à 500 employés	
<b>MICT - étudiants stagiaires en sciences et technologies</b>	Subvention : Max. 120\$/semaine Max. 5 000\$	Salaires d'un stagiaire • R&D industriel • Contrôle de la qualité • Informatique • Ingénierie	Période d'embauche • Minimum : 8 semaines • Maximum : 14 semaines	
<b>CNRC - PAT</b> (Embauche de stagiaires)	Subvention : Max. 75% dép. adm. Max. 15 000\$	Salaires d'un stagiaire • R&D industriel • Contrôle de la qualité • Informatique • Ingénierie	Période d'embauche • Maximum : 18 semaines	

(\*) Lorsque les dépenses admissibles sont effectuées dans l'Est de Montréal ou le Sud-Ouest de Montréal, se référer aux programmes PRIEM ou PRISOM qui sont plus avantageux.

SOURCE : INNO-CENTRE

TABLEAU : INNO-CENTRE

(1) Cette liste n'est pas nécessairement exhaustive. Les organismes mentionnés peuvent offrir des programmes d'aide dans d'autres domaines. Ce tableau se veut un guide en R & D. Il faut se référer aux documents des organismes mentionnés pour une information complète.

## Programmes conjoints universités/entreprises

• Le CRSNG offre plusieurs programmes axés sur la recherche: subventions de recherche et développement coopérative, subventions de recherche à incidence industrielle, subventions d'installation d'appareils conjoints, programmes de professeurs-chercheurs industriels (chaire industrielle) et divers autres programmes qui appuient la formation, les échanges de chercheurs et la diffusion des résultats de recherche.

• Le programme Synergie vise à accroître les effets structurants du Fonds de développement technologique dans les milieux de l'enseignement supérieur et de la recherche et à renforcer la synergie entre ces milieux et ceux des entreprises. Les projets admissibles sont des initiatives scientifiques et technologiques issues des milieux de recherche et comportent une participation significative de partenaires industriels.

### Liste des organismes offrant une aide financière

Voici la liste des organismes mentionnés ci-haut et au tableau de la page précédente ainsi que leurs coordonnées.

**BFDR**  
Bureau fédéral de développement régional  
(514) 283-8185

**CNRC**  
Conseil national de la recherche Canada  
(514) 283-8231

**CRSNG**  
Conseil de recherches en sciences naturelles et en énie du Canada  
(613) 996-1898

**ISTC**  
Industrie, Science et Technologie Canada  
(514) 283-8185

**MC**  
Ministère des Communications  
(418) 643-1529

**MCE**  
Ministère du Conseil exécutif  
(418) 643-9256

**ME**  
Ministère de l'Éducation  
(514) 873-7679

**MEQ**  
Ministère de l'environnement du Québec  
(418) 646-6613  
(418) 643-2073

**MICT**  
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie  
(514) 982-3000

**Programme Synergie**  
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science  
(418) 528-0469

**SDI**  
Société de développement industriel du Québec  
(514) 873-4375

**Revenu Canada**  
Aspect comptable (514) 283-5365  
Aspect scientifique (514) 496-1872

**Revenu Québec**  
(514) 873-2611

**Innovatech**  
(514) 499-2040



#### Le fonds d'investissement en biotechnologie BioCapital

BioCapital est un fonds de capital de risque spécialisé en biotechnologie. Le Fonds est doté d'une somme de 10,5 M \$ souscrite par le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) par Gestion BioCapital inc. et par un réseau financier international.

#### Champs d'application privilégiés

Les investissements du Fonds sont effectués dans des entreprises innovatrices qui offrent un haut potentiel de croissance dans les domaines stratégiques suivants:

- Produits diagnostiques et thérapeutiques destinés à l'humain
- Produits et services destinés aux bio-industries
- Technologies et instrumentation biomédicales
- Produits destinés au diagnostic et à l'hygiène vétérinaires
- Technologies bioenvironnementales

#### Pour plus de renseignements:

Gérald André, ing., vice-président, affaires scientifiques, BioCapital  
2540, boul. Daniel-Johnson, bureau 910, Laval (Québec) H7T 2S3  
Téléphone: (514) 687-2040 Télécopieur: (514) 687-9283



#### ENVIROCAPITAL Gestion EnviroCapital inc.

#### Le fonds d'investissement en environnement EnviroCapital

EnviroCapital est un fonds de capital de risque spécialisé en environnement. Les partenaires d'EnviroCapital sont le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) qui est l'investisseur initial du Fonds ainsi que la Banque de Vizille (Lyon, France).

Les investissements du Fonds sont effectués dans entreprises en phase de démarrage ou de développement qui exercent leurs activités dans des domaines stratégiques reliés à l'environnement.

#### Domaines stratégiques privilégiés

- Recouvrement et traitement des émissions gazeuses et liquides
- Gestion des déchets (médicaux, toxiques, boues d'usines d'épuration)
- Récupération et recyclage (minéraux, matériaux et papiers)
- Recherche et développement, transfert de technologies
- Innovation et transfert de technologies

## LE GROUPE DROIT DES AFFAIRES

*«Une expertise de haut niveau  
orientée vers la qualité du service  
et la satisfaction du client»*

## Bélanger Sauvé AVOCATS

800, Square Victoria, Tour de la Place-Victoria, C.P. 221  
Bureau 2800, Montréal (Québec) H4Z 1E6  
Téléphone: (514) 878-3081  
Télécopieur: (514) 878-3053

## PENFUND

Un partenaire financier fiable et solide

PENFUND est une banque d'affaires canadienne active au Québec depuis 1980

PENFUND répond à tous vos besoins de capitaux à long terme:

- \*Prêts à terme garantis
- \*Prêts subordonnés et/ou participatifs
- \*Capital-actions

Pour vos projets d'acquisition, d'expansion ou de refinancement



## PENFUND FINANCEMENT À LONG TERME POUR L'ENTREPRISE

770, rue Sherbrooke ouest  
Bureau 1215  
Montréal (Québec) H3A 1G1

Tél.: (514) 499-9670 Fax: (514) 499-9673

## LE DROIT DE LA RÉUSSITE



### DESJARDINS DUCHARME STEIN MONAST AVOCATS

**MONTRÉAL**  
600, RUE DE LA GAUCHETIÈRE OUEST  
BUREAU 2400, MONTRÉAL (QUÉBEC)  
H3B 4L8  
TÉLÉPHONE: (514) 878-9411  
TÉLÉCOPIEUR: (514) 878-9092

**QUÉBEC**  
1150, RUE DE CLAIRE-FONTAINE  
BUREAU 300, QUÉBEC (QUÉBEC)  
G1R 5G4  
TÉLÉPHONE: (418) 529-6531  
TÉLÉCOPIEUR: (418) 523-5391

AFFILIÉ À  
TORY TORY DESLAURIERS & BINNINGTON  
TORONTO  
LAWSON LUNDELL LAWSON & MCINTOSH  
VANCOUVER

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ  
INTERNATIONALE  
TORY DUCHARME LAWSON LUNDELL  
LONDRES - HONG KONG

MEMBRE DE LEX MUNDI, AFFILIATION INTERNATIONALE DE PLUS DE 110 CABINETS INDÉPENDANTS

## Martineau Walker AVOCATS

Goudreau Gage Dubuc & Martineau Walker  
AGENTS DE BREVETS ET MARQUES DE COMMERCE

#### MONTRÉAL

Tour de la Bourse  
Bureau 3400  
800 Place-Victoria  
Montréal, Canada  
H4Z 1E9  
Téléphone 514/397-7400

#### QUÉBEC

Immeuble Le Saint-Patrick  
Bureau 800  
140, Grande Allée Est  
Québec, Canada  
G1R 5M8  
Téléphone 418/640-2000

## Fasken Martineau

Montréal Québec Toronto Vancouver (affilié) Londres Bruxelles

# Sociétés de capital de développement (entreprises technologiques en démarrage) <sup>1</sup>

ENTREPRISE	SECTEURS RECHERCHÉS	SECTEURS ÉVITÉS	TAILLE DES PLACEMENTS
<b>Altamira Capital Corporation</b> 475, avenue Dumont, bureau 300, Dorval (Québec) H9S 9Z7 Téléphone.: (514) 631-2682, Télécopieur: (514) 631-1257.	Manufacturiers, services, technologie	Immobilier	Min.: 2 000 000 \$ Max.: 10 000 000 \$
<b>Association des centres d'aide aux entreprises-Québec inc.</b> 2015, rue Berlier, bureau 230, Ville de Laval (Québec) H7L 3M9 Téléphone.: (514) 688-0576, Télécopieur: (514) 688-5404	Primaire, manufacturier, services, détail, distribution et immobilier		Min.: ouvert Max.: 75 000 \$
<b>Banque fédérale de développement</b> 800, carré Victoria, bureau 4600, C.P. 335, Tour de la Place Victoria, Montréal (Québec) H4Z 1L4 Téléphone.: (514) 283-1896 Télécopieur: (514) 283-7675 .	Aucun secteur en particulier	Média d'informations, immobilier, ressources forestières, minières, pétrolières et gazières (exploration et production)	Min.: 250 000 \$ Max.: 5 000 000 \$
<b>Biocapital inc.</b> 2450, boul. Daniel Johnson, bureau 910, Ville de Laval (Québec) H7T 2S3 Téléphone.: (514) 687-2040, Télécopieur: (514) 687-9283	Biotechnologie, biomédical		Min.: 200 000 \$ Max.: 1 000 000 \$
<b>Capital Sartigan inc.</b> 2050, rue Mansfield, bureau 1404, Montréal (Québec) H3A 1Y9 Téléphone.: (514) 842-5955, Télécopieur: (514) 842-5958	Manufacturiers, services, distribution	Aucun	Min.: 50 000 \$ Max.: 250 000 \$
<b>Envirocapital inc.</b> 2450, boul. Daniel Johnson, bureau 910, Ville de Laval (Québec) H7T 2S3 Téléphone.: (514) 687-2040, Télécopieur: (514) 687-9283	Environnement		Min.: 200 000 \$ Max.: 1 000 000 \$
<b>Financière Arco inc.</b> 883, boul. des Forges, bureau 201, Trois-Rivières (Québec) G8Z 1T7 Téléphone.: (819) 371-1233, Télécopieur: (819) 371-1337	Industriel, commercial immobilier		Min.: 50 000 \$ Max.: 2 500 000 \$
<b>Fonds de développement industriel Richmond-Wolfe inc.</b> 745, rue Gouin, C.P. 1862, Richmond (Québec) J0B 2HO Téléphone.: (819) 826-6511, Télécopieur: (819) 826-6281	Transformation en général	Commercial, services touristiques	Min.: 25 000 \$ Max.: 150 000 \$
<b>Fonds de développement économique Laprade Champlain inc.</b> 290, rue Saint-Joseph, C.P. 607, La Tuque (Québec) G9X 3P5 Téléphone.: (819) 523-2375, Télécopieur: (819) 523-7843	Manufacturier, services	Aucun	Min.: 25 000 \$ Max.: 150 000 \$
<b>Fonds de développement économique Laprade Drummond inc.</b> 557, rue Saint-Jean, Drummondville (Québec), J2B 5L9 Téléphone.: (819) 474-6477, Télécopieur: (819) 474-5944	Manufacturier		Min.: ouvert Max.: 50 000 \$
<b>Fonds de développement économique, Laprade Portneuf inc.</b> 1823, boul. Dussault, Saint-Marc des Carrières (Québec) G0A 4B0 Téléphone.: (418) 268-5551, Télécopieur: (819) 268-5860	Fabrication, récréo-touristique		Min.: 5 000 \$ Max.: 75 000 \$
<b>Fonds de développement économique Laprade Trois-Rivières inc.</b> 1401, rue Royale, 2 <sup>e</sup> étage, Trois-Rivières (Québec) G9A 4J8 Téléphone.: (819) 376-6360, Télécopieur: (819) 373-6511	Manufacturier, services		Min.: ouvert Max.: 100 000 \$
<b>Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ)</b> 1550 Metcalfe, bureau 1100, Montréal (Québec) H3A 1X6 Téléphone.: (514) 285-8700, Télécopieur: (819) 285-2508	Manufacturier, services, tertiaire moteur	Commerce	Min.: 250 000 \$ Max.: 15 000 000 \$
<b>Gestion Aérocapital inc.</b> 2020, Université, bureau 1527, Montréal (Québec) H3A 2A5 Téléphone.: (514) 499-0413, Télécopieur: (514) 499-0012	Aérospatiale et aéronautique		Min.: 200 000 \$ Max.: 1 000 000 \$
<b>Gestion Capidem inc.</b> 1595 boul Wilfrid-Hamel, édifice B, Québec (Québec) G1N 3Y7 Téléphone.: (418) 681-1910, Télécopieur: (418) 527-1967	Manufacturier, tertiaire moteur	Commerce de détail, immobilier, services financiers	Min.: 50 000 \$ Max.: 500 000 \$
<b>Gestion Estrie Capital inc.</b> 2100, rue King Ouest, bureau 230, Sherbrooke (Québec) J1J 2E8 Téléphone.: (819) 822-4244, Télécopieur: (819) 822-2827	Manufacturier, tertiaire moteur	Commerce de détail, immobilier	Min.: 150 000 \$ Max.: 500 000 \$
<b>Gestion Investissements Gaspésie-Les Iles-de-la-Madeleine</b> 679, boul. Perron Ouest, C.P. 305, Carleton (Québec) GOC 1J0 Téléphone.: (418) 364-3800, Télécopieur: (418) 364-3813	Manufacturier, services	Commerce de détail, immobilier, finance, exploration minière et pétrolière	Min.: 50 000 \$ Max.: 400 000 \$
<b>Investissement Novacap inc.</b> 1981, avenue Mc Gill College, bureau 515, Montréal, (Québec) H3A 2X1 Téléphone.: (514) 282-1383, Télécopieur: (514) 282-1344	Manufacturier, environnement, produits de quincaillerie, alimentation, composantes électriques, informatiques, électronique, télécommunications		Min.: 1 000 000 \$ Max.: 10 000 000 \$
<b>Investissements Mauricie/Bois-Francis/Drummond</b> 2492, boul des Récollets, Trois-Rivières (Québec) G8Z 3X7 Téléphone.: (819) 372-3300, Télécopieur: (819) 373-9847	Manufacturier, industriel, tertiaire moteur		Min.: 50 000 \$ Max.: 500 000 \$
<b>Montroyal capital inc.</b> 1155, boul. René-Lévesque Ouest, bur. 2250, Montréal (Québec) H3B 4T3 Téléphone.: (514) 398-0903, Télécopieur: (514) 398-0764	Manufacturier, technologie, haute-technologie, informatique	Distribution, mine, pétrole, détail	Min.: 250 000 \$ Max.: 1 500 000 \$
<b>Socrent, société en commandite de création d'entreprises</b> 3251, boul. Saint-François, C.P. 933, Jonquière (Québec) G7X 7W8 Téléphone.: (418) 548-1155, Télécopieur: (418) 548-1150	Transformation de l'aluminium, de la forêt, de l'agro-alimentaire, des ressources naturelles et les services technologiques de pointe	Commercial	Min.: 50 000 \$ Max.: 1 000 000 \$
<b>Société d'investissement jeunesse</b> 800, place Victoria, bur. 2226, C.P. 385, Montréal (Québec) H4Z 1J2 Téléphone.: (514) 875-8674, Télécopieur: (819) 875-9200	Tous les secteurs sont admissibles		Min.: 10 000 \$ Max.: 150 000 \$
<b>Société de développement industriel du Québec</b> 770, rue Sherbrooke Ouest, 9 <sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 1G1 Téléphone.: (514) 873-4375, Télécopieur: (514) 873-4383 BUREAU DE QUÉBEC 1126, chemin Saint-Louis, bureau 700, Sillery (Québec) G1S 1E5 Téléphone.: (418) 643-5172	Manufacturier, touristique, tertiaire moteur (informatique, design, laboratoire de recherche industrielle)	Aucun	Min.: 50 000 \$ Max.: ouvert
<b>Société en commandite gestion en capital 07</b> 975, boul. Saint-Joseph, bureau 206, Hull (Québec) J8Z 1W8 Téléphone.: (819) 771-2707, Télécopieur: (819) 771-3624	Haute technologie, manufacturière, industriel, tertiaire moteur		Min.: 50 000 \$ Max.: 500 000 \$
<b>SOQUIA, Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires</b> 2, parc Samuel Holland, bureau 284, Québec (Québec) G1S 4S5 Téléphone.: (418) 643-2238, Télécopieur: (418) 643-2553	Agro-alimentaire, pêcheries commerciales	Tous les autres	Min.: 300 000 \$ Max.: 2 000 000 \$
<b>SOLIDEQ</b> 5000 boul. des Gradins, bureau 100, Québec (Québec) G2J 1N3 Téléphone.: (418) 624-1634, Télécopieur: (418) 622-2184	Développement économique des territoires des MRC		Min.: 50 000 \$ Max.: 250 000 \$

1 Cette liste n'est pas nécessairement exhaustive. Ces sociétés ainsi que d'autres non inscrites au tableau peuvent offrir du financement pour des entreprises qui ont atteint un stade ultérieur de développement. Sauf exceptions, ces sociétés n'investissent pas seulement dans les domaines technologiques. Pour certaines, les participations dans des réalisations technologiques représentent un faible pourcentage de leur portefeuille de placements. Il faut se référer aux documents des organismes mentionnés pour une information complète.

Source principale: Réseau Capital

Source complémentaires: La Caisse de dépôt et placement du Québec et le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ).

Tableau: L'Ingénieur

## Le CDT tisse des liens importants avec l'entreprise

par Claude Paquin

Le Centre de développement technologique (CDT) de l'École Polytechnique a pour mission de développer des relations avec l'industrie pour favoriser la recherche, la formation et le développement technologique.

Le CDT entretient des liens

d'alliances stratégiques avec l'industrie. Avec des partenaires privés et la contribution financière du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie ou du Conseil de recherche en sciences humaines, le Centre a mis sur pied plusieurs chaires de recherche. Par

consiste à convaincre les PME du bien fondé d'investir en R-D.»

Le transfert technologique fonctionne à deux voies, explique M. Guité. «Il n'est pas réaliste d'élaborer à l'École des produits de recherche et ensuite les offrir à une entreprise ciblée. La dynami-

### Le CDT est structuré en quatre sections:

- *Gestion de la recherche industrielle (contrats et conventions de recherche, chaires industrielles, etc.)*
- *Valorisation des résultats de la recherche (transferts technologiques et administration de la politique de propriété intellectuelle)*
- *Développement de partenariats de recherche (consortiums de recherche précompétitive, alliances stratégiques et financement par des appels à l'épargne public)*
- *Administration d'équipes de recherche et de projets majeurs de recherche*

importants et diversifiés avec l'entreprise. Malgré la conjoncture économique, la recherche réalisée pour le compte des entreprises a continué de croître de façon importante — une croissance moyenne annuelle de près de 20 % au cours des cinq dernières années.

Les relations du CDT avec les entreprises débordent largement le cadre de ces contrats de recherche, explique Pierre Guité, chef de section Alliances et partenariat de R-D. «Au cours des années, nous avons élargi nos domaines d'intervention. Ainsi, le CDT a participé à l'établissement de nombreux consortiums de recherches et autres projets majeurs

ailleurs, le CDT joue un rôle important dans l'élaboration des partenariats de recherche et dans le montage financier des projets de R-D.

### La recherche

La recherche et développement constitue un facteur stratégique incontournable pour l'entreprise, peu importe sa taille, insiste M. Guité. «Au Québec, les écoles d'enseignement supérieur et les gouvernements participent aux efforts de recherche et développement. Mais, il se fait malheureusement de la recherche dans trop peu d'entreprises. Notre défi

que doit plutôt associer dans le processus les ressources privés, publics et universitaires. Mettre de l'avant une politique de développement technologique et de soutien à l'innovation implique des interventions à divers niveaux, qu'il s'agisse de la recherche, de la structure de financement, d'entente contractuelle avec l'entreprise ou bien de liens avec des équipes internationales. Il s'avère important de favoriser la synergie entre tous les intervenants. Avec cette approche, il est plus juste de parler de gestion de la technologie plutôt que de transfert technologique.» ■

### Me Robert Masson, ing.

INGÉNIEUR ET AVOCAT

GÉNÉREUX & ASSOCIÉS  
AVOCATS ET PROCUREURS

276, rue Saint-Jacques  
Bureau 905  
Montréal (Québec)  
H2Y 1N3

Téléphone : (514) 286-9100  
Télocopieur : (514) 286-9453

«JE N'ACCEPTÉ  
QUE LE MEILLEUR  
DE CE QU'IL Y A  
DE MIEUX.»

Colette

Depuis 1972, Conseillers financiers T.E. Ltée consacre toutes ses ressources à la planification financière personnelle. Notre investissement dans la formation du personnel, dans nos systèmes informatiques et dans nos ressources externes permet d'offrir au client les avantages et les techniques d'une planification financière d'avant-garde.

Conseillers financiers T.E. Ltée est reconnu aujourd'hui comme le chef de file de la planification financière personnelle, au Canada, rémunéré sur une base d'honoraires exclusivement. Ce gage d'objectivité assure à notre client les meilleurs conseils financiers: premier pas vers l'indépendance financière.

Des conseils qui vous procurent ce qu'il y a de mieux.

On n'a pas tous les jours 20 ans!

Nous sommes heureux d'annoncer l'ouverture d'un nouveau bureau à Québec

710, rue Bouvier, bureau 200  
Québec (Québec) G2J 1A7  
Téléphone: (418) 627-9905  
Télocopieur: (418) 622-2548

600, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 2510  
Montréal (Québec) H3A 3J2  
Téléphone: (514) 845-3200  
Télocopieur: (514) 845-9944

QUÉBEC, MONTRÉAL, TORONTO, HAMILTON, CALGARY, VANCOUVER

**E** CONSEILLERS  
FINANCIERS  
T.E. LTÉE

Quels que soient vos projets, associez-vous l'expertise d'un chef de file.

Notre vaste expérience en services financiers, allée à une connaissance approfondie en gestion des affaires et un réseau de contacts bien établi, font de nous des conseillers privilégiés.

Nos champs de spécialisation :

- financement
- fusion et acquisition d'entreprises
- évaluation d'entreprises
- planification financière et études de faisabilité
- réclamations d'assurance et assistance en cas de litige

Samson Béclair  
Deloitte &  
Touche



# UN APPUI SOLIDE

Un partenaire.  
Une expertise.  
Ici et ailleurs.

Une contribution  
au dynamisme de  
l'économie du  
Québec par des  
investissements  
rentables.

CAISSE  
DE DÉPÔT  
ET PLACEMENT  
DU QUÉBEC

Le capital actif des Québécois

Le capital-action ne serait pas la formule appropriée pour le financement des entreprises technologiques, affirment deux diplômés de Polytechnique, Yves Lusignan et Patrick Desmarais, cofondateurs avec Benoit Lachapelle c.m.a. du Groupe Conseil Sygertech. Cette approche ne fait cependant pas l'unanimité dans le milieu.

## Des ingénieurs trouvent inadéquate la formule de capital-action

par Claude Paquin

Sygertech offre des services de consultation en gestion et financement d'entreprises technologiques en démarrage commercial, plus particulièrement des domaines du logiciel et de l'électronique. L'élaboration de réalisations en recherche et développement constitue un autre créneau de Sygertech.

### Prévision et prospective

Yves Lusignan, président, ne conteste pas le fait que le capital de développement s'éveille au domaine technologique, mais cet éveil demeure au «stade conceptuel». À son avis, «ces deux inter-

*Le capital de développement s'éveille au domaine technologique, mais cet éveil demeure au «stade conceptuel».*

venants gravitent dans des univers différents. L'entrepreneur évalue sous l'angle de la prospective, des grandes tendances, tandis que le financier procède selon des études prévisionnelles. Il analyse sur la base de statistiques, extrapole ces données, calcule des ratios. L'entreprise en démarrage commercial n'a pas cet historique statistique. Le financier n'a donc pas de point d'ancrage; il lui manque des outils.

«La formule classique qui consiste à injecter du capital-action sur un horizon d'investissement de moyen terme s'avère inadéquate. La majorité des nouvelles entreprises n'atteignent pas deux ans de vie. D'autre part, l'entreprise qui réussit une percée sur le marché n'est pas assurée de lancer rapidement un deuxième succès commercial. Dans cinq ans, quelle sera la valeur du capital-action?»

MM. Lusignan et Desmarais croient que les formules de partenariat et de financement par redevances (royalties financing)



Patrick Desmarais et Yves Lusignan du Groupe Conseil Sygertech.

s'avèrent mieux adaptées pour le financement des entreprises technologiques. «Beaucoup de gens sont intéressés à participer au financement d'entreprises en démarrage, explique M. Lusignan. Un partenaire stratégique qui possède une bonne technologie, consomme d'autres produits, constitue une avenue intéressante pour la jeune entreprise.

«D'autre part, le financement par redevances est une formule de financement de court ter-

me. Le prêt garanti par la technologie est remboursé à même le produit des ventes, selon un pourcentage préétabli. Le contrôle de l'entreprise est cédé aux créanciers que pour la durée du prêt; les entrepreneurs n'ont donc pas à craindre une dilution de leurs parts après le remboursement de la dette».

POUR MIEUX PERFORMER  
IL FAUT TOUJOURS ÊTRE À  
LA FINE POINTE



**FONDS MUTUELS TRIMARK** MIEUX PLACER. POUR PERFORMER.

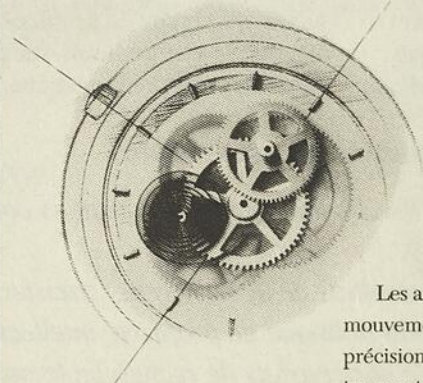
FONDS TRIMARK  
29,0% 14,2% 16,2% 15,7%  
1 AN 3 ANS 5 ANS 10 ANS  
RENDEMENT AU 31 DECEMBRE 1992

Tous les rendements, vérifiés par Ernst & Young, comptables agréés, sont des taux de rendement annuel composé historiques et reflètent les changements à la valeur par part et les répartitions réinvesties. Ils ne tiennent pas compte des frais de commission ou d'administration payables par les porteurs de parts qui auraient réduit les rendements. Les rendements antérieurs ne garantissent pas les résultats futurs. La valeur de vos parts et le rendement de vos placements fluctueront. Des renseignements importants concernant tout fonds mutuel sont inclus dans leur prospectus simplifié. Lisez soigneusement votre prospectus avant d'investir. Vous pouvez en obtenir un de...

Claude Boisvenue, ING, MBA, Adm.A, PFC

Conçu par Gestion de placements Trimark Inc.

## La réussite: un mécanisme de précision



Les affaires, c'est un peu comme un mouvement d'horlogerie. Il faut de la précision et de la rigueur pour qu'elles tournent rond.

La venue d'un nouveau partenaire s'avère souvent bénéfique. Aussi Investissement Desjardins - l'une des premières et des plus importantes sociétés de capital de développement au Québec - apporte-t-elle un appui financier et stratégique aux entreprises d'ici. Son objectif: que chacune d'elles devienne un leader dans son domaine.

Faire d'Investissement Desjardins son allié, c'est aussi profiter d'un réseau vaste et dynamique qui multiplie ses opportunités d'affaires.



Investissement Desjardins

L'allié de votre croissance

Tremplin Desjardins  
Capital Desjardins  
Gestion Desjardins

Un réseau de fonds, un même objectif: le développement économique.  
Téléphone (514) 281.7131

## GUY & GILBERT

A V O C A T S

**D**roit des affaires

Droit administratif

Droit agricole

Droit de la construction

Droit des assurances et de la responsabilité

Droit de l'environnement

Droit immobilier

Droit municipal

Droit de la santé

Droit des transports

Droit du travail

Financement

Insolvabilité

Litige

Propriété intellectuelle

*Du leadership en droit des affaires*

**LAVAL**  
3080, boul. Le Carrefour  
Bureau 550  
Laval (Québec)  
H7T 2K9  
Téléphone : (514) 686-3270  
Télécopieur : (514) 687-6769

**MONTRÉAL**  
770, rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 2300  
Montréal (Québec)  
H3A 1G1  
Téléphone : (514) 281-1766  
Télécopieurs : (514) 281-1059 • (514) 281-9948  
(514) 281-5799

**PARIS**  
77, rue Boissière  
75116 Paris (France)  
Téléphone : (1) 44-17-48-00  
Télécopieur : (1) 45-01-86-41  
Télex : Raffin 620565 F

Suite de la page 2

fabrication et la commercialisation d'une technologie, il y a un monde de différence. Il devient alors important de définir des véhicules financiers souples afin que chacun partage le risque.»

Le directeur général du Fonds de développement technologique, Jean-Nil Pintal, abonde dans le même sens. «La mise en marché constitue un problème des plus pointus. Par exemple, la commercialisation d'un logiciel peut coûter 20 fois la somme investie pour sa création. Les gens qui désire aller de l'avant doivent tenir compte de l'aspect commercialisation, ce qui n'apparaît pas toujours le cas. La solution repose sur le travail concerté d'une équipe de partenaires, soit des chercheurs, des gestionnaires et des financiers, qui analysent le projet sous tous les angles.»

Normand Provost, vice-président, Participations nationales à la Caisse de dépôt et placement du Québec, reconnaît que les investisseurs calculent un risque additionnel. «Le domaine technologique n'est pas un secteur traditionnel. La Caisse, comme les autres investisseurs, désire minimiser le risque. Pour ce faire, elle recourt à des experts pour évaluer les technologies tout en s'assurant de la capacité des entrepreneurs et de leur volonté de s'entourer de partenaires au cours du stade de commercialisation. Certaines barrières psychologiques doivent être franchies par les principaux acteurs. En fait, il s'agit d'une question de maturité. L'investisseur se sensibilise aux possibilités technologiques; le promoteur s'aperçoit qu'une entreprise constitue un tout, que sa croissance n'est pas tributaire de sa seule intervention.»

#### La tradition technologique

L'absence de tradition technologique au Canada explique en partie la retenue des sociétés de capital de risque, souligne Claude Martel, président-directeur général d'Inno-Centre Québec. L'essor du capital de risque technologique demeure indissociable de la croissance des industries de pointe.

Son collègue, Gaétan Hogue, conseiller en financement d'entreprises, prévoit que les sociétés de capital de risque seront en quelque sorte des précurseurs dans le financement des réalisations technologiques. Les banques et les investisseurs privés suivront la cadence. Il reste du chemin à faire, mais les mentalités évoluent, observe le conseiller. ■



### LES PLACEMENTS T.A.L. LTÉE

1900, Place du Canada Montréal, Québec H3B 2N2 Tél.: (514) 875-7040  
1, rue Queen Est, bureau 2000 Toronto, Ontario M5C 2W5 Tél.: (416) 364-5620  
1066, rue Hastings Ouest, bureau 2600 Oceanic Plaza, Vancouver, C.B. V6E 3X1 Tél.: (604) 689-8688

#### Investissements Novacap Inc.

1981, avenue McGill College  
Tour BNP  
Bureau 515  
Montréal (Québec)  
H3A 2X1  
Téléphone: (514) 282-1383  
Télécopieur: (514) 282-1344

### NOVACAP

Jean-Pierre Chartrand  
Vice-président

# Comme le potentiel seul ne suffit pas, notre capital de risque aide les entreprises à grandir

1 800 361-2126

Les experts en capital de risque de la Banque fédérale de développement savent reconnaître une bonne idée de placement quand on leur en présente une. Ils sont là pour aider les PME qui ont de bonnes possibilités de croissance à réaliser celles-ci. Pour vous renseigner sur le capital de risque et notre service des prêts, ainsi que sur nos services de gestion-conseil, composez sans frais le numéro ci-dessus. Nos services complètent ceux offerts par le secteur privé.

PARTENAIRE DE VOTRE RÉUSSITE



Banque fédérale  
de développement

Federal Business  
Development Bank

Canada

**LE SEUL REER**

**QUI VOUS PERMET  
D'ÉCONOMISER  
2 FOIS PLUS D'IMPÔT**

**en plus de créer et maintenir  
des milliers d'emplois  
au Québec**



**DONNEZ UN COUP DE TÉLÉPHONE**

**1 800 567-FONDS**

1 800 567 - 3663

LE  
**FONDS**

DE SOLIDARITÉ  
DES TRAVAILLEURS  
DU QUÉBEC (FTQ)



**NOUVEAU POUR L'IMPÔT 1992!**

Le montant maximum admissible aux crédits  
d'impôt passe de 3 500 \$ à 5 000 \$